



Mathieu Pell erin

## Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ?

Figures de la réussite économique et rivalités politiques

Les affaires Daewoo, Boeing et Viva ont été les éléments déclencheurs de la crise malgache. Toutefois, la portée de ces événements ne peut s'apprécier qu'au regard du message qu'ils véhiculent : la remise en cause de la figure de la réussite économique incarnée par le président Ravalomanana. Celle-ci a été habilement récupérée par Andry Rajoelina, érigé de facto en opposant « naturel » depuis son élection à la mairie d'Antananarivo, de telle sorte que le caractère entrepreneurial de son engagement a été minimisé. Il n'est pourtant pas négligeable et rappelle à certains égards l'engagement de Marc Ravalomanana en 2002.

**L**e mythe du petit laitier à vélo d'Ambatomanga, devenu roi du yaourt de Madagascar, est bien connu sur la Grande Île. Il évoque la trajectoire de Marc Ravalomanana, dont l'aventure entrepreneuriale a débuté en 1977, dans le district de Manjakandriana, où il a implanté sa première usine. Son entreprise a pris une dimension industrielle en 1982, grâce à un prêt de la Banque mondiale d'un montant de deux millions de dollars. Le directeur général de l'entreprise Tiko est rapidement devenu un homme d'affaires reconnu et il a utilisé cette image pour conquérir la mairie d'Antananarivo en 1999. À cette fin, il avait créé un mouvement, Tiako Iarivo (« J'aime Tana »), dont le nom faisait écho à celui de son entreprise. Les photos le montrant guidant sa bicyclette chargée de lait sont emblématiques de la réussite malgache-malgache de ce jeune entrepreneur qui a consenti beaucoup d'efforts pour parvenir à ses fins.

C'est sur la base de ce modèle, sublimé par son passage remarqué à la mairie d'Antananarivo et son élection à la vice-présidence de l'Église réformée Fiangonana Jesosy Kristy eto Madagasikara (FJKM) en 2000<sup>1</sup>, que l'industriel

a décidé de se présenter à l'élection présidentielle de 2001. En dépit des nombreux obstacles dressés sur sa route par Ratsiraka durant la campagne<sup>2</sup>, Marc Ravalomanana a remporté cette élection, jouant tant sur la représentation de l'entrepreneur attaché à la libre entreprise et à qui tout sourit que sur l'idéal du *self made man* enraciné à Madagascar auquel on reconnaît un souci de la nation. Mais aujourd'hui, et malgré sa réélection à la présidence de la République malgache en 2006, ces deux postures semblent contestées, érodant de ce fait une partie de la légitimité dont il jouissait lors de sa prise de pouvoir en 2002. Un contexte dont a su profiter Andry Rajoelina, dit « TGV<sup>3</sup> », pour se faire élire à la tête de la commune urbaine d'Antananarivo en décembre 2007<sup>4</sup>. À l'instar du président Ravalomanana, ce jeune Merina<sup>5</sup> de 34 ans a su capitaliser sur son profil d'entrepreneur, puisqu'il est à la tête de la société de communication Injet et du groupe de média Viva – qui compte une radio et une chaîne de télévision du même nom. Éloigné du sérail politique comme l'était Ravalomanana à ses débuts, Andry Rajoelina a été propulsé sur le devant de la scène à la faveur de son accession à la mairie d'Antananarivo. Celle-ci a été perçue par le régime en place comme l'expression d'une défiance, alors qu'Andry « TGV » était présenté à l'époque comme un candidat « indépendant ». Bénéficiant de sa légitimité électorale à Antananarivo et du symbole contestataire qu'il a très vite incarné en raison des différends politiques qui l'ont opposé au régime depuis son élection<sup>6</sup>, ce dernier est apparu comme un leader « naturel » susceptible d'entraîner derrière lui un vaste mouvement de protestation. Une rencontre d'intérêts disparates s'est donc opérée entre un maire pour qui la fermeture de sa télévision était synonyme de pertes économiques considérables<sup>7</sup>, et une opposition divisée qui est néanmoins

1. La FJKM est l'une des quatre Églises qui composent le *Fiangonana iraisam-pinoan'ny Kristiana eto Madagasikara* – Conseil des Églises chrétiennes à Madagascar (FFKM).

2. Voir à ce sujet J.-L. Vivier, *Madagascar sous Ravalomanana*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 26-30.

3. Andry Rajoelina doit ce surnom à son caractère fonceur. Il l'a repris pour en faire le nom de son parti, le *Tanora malaGasy Vonona* (les « Jeunes Malgaches décidés »).

4. Andry Rajoelina a été destitué le 3 février 2009 par le ministère de l'Intérieur et remplacé par un « Président de délégation spéciale » (PDS), Guy Rivo Randrianarison, nommé par arrêté du président de la République.

5. L'ethnie merina est majoritaire sur les Hauts Plateaux de Madagascar. Andry Rajoelina comme le président Ravalomanana en font partie, bien que le premier soit un Andriana et le second un Hova.

6. Se référer à l'article de Didier Galibert dans le présent numéro.

7. La fermeture de la télévision Viva en décembre 2008 a été déterminante dans le début du bras de fer entre Andry TGV et le régime Ravalomanana. Mais, plus encore, c'est la fermeture de la radio Viva le 26 janvier 2009 qui a constitué l'élément déclencheur de la vague de violences à Madagascar.



parvenue à s'unir dans un contexte de mécontentement palpable, hérité de deux événements majeurs survenus fin 2008 dans le pays : les affaires Daewoo et Boeing dont il sera question plus loin. Les polémiques que ces affaires ont suscitées ont fini de mettre à mal l'image déjà très ternie du président malgache.

---

### La contestation de « l'empire Tiko » comme ressort de la mobilisation

« Un pays se gère comme une entreprise », affirmait en 2002 Marc Ravalomanana<sup>8</sup>. Capitalisant sur la croissance de son entreprise, sans équivalent à Madagascar, il revendiquait alors la reproduction de cette réussite « rapide et durable » à l'échelle nationale. Or, ce succès s'est avéré davantage palpable à l'échelle de son entreprise qu'à celle du pays. En effet, si aucun chiffre précis n'est disponible, les estimations établissent que le chiffre d'affaires de Tiko a été multiplié par quatre depuis 2002, alors que dans le même temps le taux de pauvreté n'a diminué que modérément<sup>9</sup>.

L'entreprise Tiko, spécialisée à l'origine dans l'agroalimentaire, est désormais un conglomérat qui a diversifié ses domaines d'activité pour devenir un acteur central des médias – à travers Malagasy Broadcasting System (MBS), qui possède deux quotidiens, une radio et une chaîne de télévision –, du BTP – avec Alma, ainsi que la Compagnie de construction malagasy (CCM) –, de l'aviation – avec Tiko Air –, de l'édition et de la fabrication de papier journal – avec Blueprint –, ou encore du pétrole – avec Tiko Petroleum.

Ces entreprises comptent à leur tête les fameux « Tiko Boys », au nombre de cinq mille dit-on, qui travaillent au sein de Tiko pour Ravalomanana, et sur lesquels ce dernier peut s'appuyer pour jouer des rôles plus politiques, dans des ministères ou des entreprises privées<sup>10</sup>. En réalité, le président Ravalomanana dispose d'un réseau tentaculaire composé de ses salariés, de fonctionnaires et de divers cercles politiques. L'interchangeabilité des fonctions de ses affidés et de leurs activités est telle que le siège de son parti, Tiako i Madagasikara (TIM, qui a succédé à l'association Tiako Iarivo), se trouve dans les locaux de Magro (la filiale de Tiko chargée de la distribution des produits agroalimentaires) à Ankoronrano (un quartier d'Antananarivo), tout comme le siège d'Alma fut longtemps situé dans une annexe du ministère des Travaux publics. Le Président a su placer ses fidèles à la fois à la direction de ses propres entreprises, d'entreprises publiques sur lesquelles il souhaitait garder un contrôle et de collectivités locales. Patrick Ramiamanana est un exemple emblématique de cette confusion des genres : après avoir dirigé

plusieurs entreprises du groupe Tiko dans les années 1990, il a été nommé maire d'Antananarivo à partir de 2002, puis ministre de l'Énergie alors même qu'il présidait le conseil d'administration de la Jirama, la compagnie nationale d'électricité... Tombé en disgrâce, il s'est vu limogé de ce dernier poste au profit d'Andry Rajoelina (à ne pas confondre avec Andry Rajoelina), un jeune diplômé promu secrétaire général du Madagascar Action Plan (MAP)<sup>11</sup> en même temps que président du conseil d'administration de la Jirama.

Ce réseau multisectoriel assure au président Ravalomanana un contrôle massif sur les institutions du pays et lui offre des marges de manœuvre considérables. Les manifestations de cette emprise sont multiples. Parmi les acteurs évoqués précédemment, le maire d'Antananarivo, Patrick Ramiaramanana, a par exemple permis au Président d'obtenir depuis 2002 des marchés de gré à gré, en particulier pour sa société Alma, de sorte que celle-ci bénéficie désormais, entre autres, de l'ensemble des contrats de bitumage de la capitale. Par ailleurs, le contrôle que le Président assure sur la Jirama, pourtant gérée par un cabinet allemand à travers un contrat d'affermage, l'a autorisé à plonger la capitale dans le noir après l'élection d'Andry Rajoelina sans même que le directeur général de la Jirama ne soit au courant...

Ce contrôle économique-politique explique l'absence de critiques frontales à l'égard de cet « empire Tiko », les opérateurs économiques redoutant les contrôles fiscaux inopinés, si nombreux depuis 2002. Seuls le Sehatra fanarahamaso ny Fiainam-pirenena (Sefafi, Observatoire de la vie publique à Antananarivo) et certains partis politiques comme le Leader-Fanilo du temps d'Herizo Razafimahaleo<sup>12</sup> se sont permis quelques rappels à l'ordre, tout en prenant soin de ne jamais citer le nom de Tiko. Malgré tout, les syndicats se sont montrés très critiques en privé et le « dialogue présidentiel » engagé fin 2007 fut, de l'avis de tous, la solution de la dernière chance pour les organisations syndicales inquiètes de voir les marchés réservés au Président se multiplier<sup>13</sup>.

8. Cité par F. Raison-Jourde et J.-P. Raison, « Ravalomanana et la troisième indépendance », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002, p. 7-8.

9. Au mois d'octobre 2008, Robert Blake, représentant de la Banque mondiale à Madagascar, a annoncé que le taux de pauvreté en 2008 était de 68,7 %, contre 80 % en 2002. Toutefois, l'effet de la crise politique de 2002 qui a paralysé l'économie du pays pendant six mois fausse quelque peu l'analyse. En réalité, le taux de pauvreté en 2008 est au niveau de celui de 2001.

10. Voir « Les réseaux tentaculaires du grand manitou », *La Lettre de l'Océan Indien*, 30 octobre 2004.

11. Le MAP est un plan d'action quinquennal lancé par Marc Ravalomanana depuis son second mandat, destiné au « développement rapide et durable ». Voir à ce sujet le site de la présidence malgache, <[www.madagascar-presidency.gov.mg/index.php/item/445](http://www.madagascar-presidency.gov.mg/index.php/item/445)>.

12. Herizo Razafimahaleo est décédé le 25 juillet 2008.

13. M. Nohararivo, « États généraux de la dernière chance », *L'Express de Madagascar*, 6 novembre 2007.



L'échec de ce « dialogue » fut indéniable et la première organisation à contester ouvertement le régime fut le Conseil national économique et social (Conecs), en juin 2008. Et pour cause, le président du Conecs, André Ramaroson, est également président-directeur général de la Savonnerie tropicale, que l'État entend exproprier de certaines terres déclarées d'utilité publique, qui entravent le passage du pipeline de la compagnie minière Sherritt<sup>14</sup>. Le Conecs a ainsi organisé le 26 novembre 2008 une manifestation de plus de 800 personnes à Antananarivo, durant laquelle les opérateurs lésés sont venus s'exprimer publiquement. André Ramaroson a déclaré à cette occasion « que ceux qui ne sont pas capables de satisfaire la population démissionnent<sup>15</sup> ».

Ce différend d'ordre privé avec Ravalomanana a incité le frère du président du Conecs, Alain Ramaroson, dirigeant du parti d'opposition Masters, à rejoindre l'entourage de Rajoelina. Les principales organisations de la société civile malgache, dont le Sefafi et le Comité national d'observation des élections-Éducation des citoyens (KMF-CNOE), ont aussi uni leurs efforts pour organiser les « États généraux de la démocratie et des valeurs républicaines », destinés à publier une Convention républicaine proposant de nouvelles orientations pour le pays<sup>16</sup>. Ces « États généraux », initialement prévus pour la fin du mois de février 2009, ont été repoussés aux 26, 27 et 28 mars 2009 en raison de la crise politique que traverse le pays. La dénonciation des caractères autocratique et patrimonial du régime est au cœur de cette démarche :

« Un régime présidentiel fort qui s'appuie sur un parti présidentiel dominant toutes les institutions de l'État entraîne des excès et des abus de pouvoir, ainsi que des actes de corruption de toutes sortes. La gouvernance est caractérisée par des délits d'initié et des conflits entre les intérêts publics et les intérêts privés, jusqu'à la plus haute sphère de l'État<sup>17</sup>. »

Reprenant à son compte ces critiques, Andry « TGV » a fait de la dénonciation de l'« État-Tiko » le mot d'ordre de son engagement. Lors de l'inauguration de la place de la Démocratie le 17 janvier 2009, il a par exemple dénoncé les « emplois fictifs à la commune d'Antananarivo pour rémunérer des cadres de la société Alma ». Surtout, il a confié à Benja Razafimahaleo, son ministre des Finances et du Budget de transition<sup>18</sup>, le soin de lister les infractions dont se serait rendu coupable Marc Ravalomanana : « détaxations douanières, vols de billets dans les Banques centrales, achat de la minoterie Tiko par le Port de Tamatave ». Le tout chiffré à « 240 milliards d'ariary<sup>19</sup> ».

Ce discours s'avère porteur en raison des conséquences économiques de la gestion de ce que l'on a coutume d'appeler à Madagascar « l'État-Tiko ». Certains syndicats s'en plaignent ouvertement, tout en rejetant la faute sur le Fonds monétaire international (FMI) afin d'éviter d'attaquer directement le Président. Dès décembre 2003, le Syndicat des industries malgaches (SIM)

avait diffusé un communiqué dans lequel il qualifiait les détaxations sur les produits importés de « menace de mort au tissu industriel » malgache – tissu déjà fort peu développé. Il n'était pas mentionné que parmi la liste des produits détaxés figuraient le beurre, le fromage, les yaourts, le blé (alors que Magro ouvre sa minoterie à Tamatave), le riz ou les fèves de soja (nécessaires à la production d'huile, monopole de Magro), autant de produits qui bénéficient essentiellement à Tiko. Le SIM a renouvelé ses critiques en 2007 après la poursuite de ces détaxations. Les producteurs de riz se trouvent également lésés. Pour maîtriser le prix du riz, Tiko a maintes fois importé plusieurs milliers de tonnes de riz détaxé, revendu ensuite à des prix inférieurs au cours du marché, empêchant ainsi les petits producteurs de proposer des tarifs concurrentiels. De même, des producteurs de lait se sont plaints de l'abus de position dominante de Tiko, qui use de sa situation oligopolistique pour acheter le lait des producteurs à des prix très bas.

Ces détaxations handicapent également l'État malgache, dont le déficit budgétaire structurel est principalement dû au très faible taux de pression fiscale lié à une économie parallèle de l'ordre de 70 % de l'activité du pays. Ce sujet a été source de débats avec le FMI, jusqu'à un incident qui a de nouveau terni l'image du Président : l'annonce d'une amnistie fiscale générale à l'occasion de la fête nationale, le 26 juin 2007, qui a profité en premier lieu à Tiko pour apurer ses dettes.

14. La compagnie canadienne Sherritt exploite un gisement de cobalt et de nickel à Ambatovy et achemine le minerai jusqu'au port de Toamasina, sur la côte Est, via un pipeline.

15. M. Ratokomalala, « Le Conecs organise un grand déballage », *L'Express de Madagascar*, 27 novembre 2008.

16. Ces « États généraux » sont organisés par le Sefafi, le Conecs, le CDE (Club Développement et éthique), un important cercle de réflexion dirigé par Serge Zafimahova, ancien conseiller spécial du président Albert Zafy, et Misaina (Mutuelle intersectorielle d'appui aux intellectuels nationaux), une association dirigée par l'ancien sénateur du parti Teza désormais passé à l'opposition, Jean-Louis Rakotoambo. Les autres organisateurs sont les syndicats PME-BTP (Petites et moyennes entreprises-Bâtiments et travaux publics), Fnoim (Fédération nationale des organisations d'ingénieurs malgaches) et Fedmines (Fédération des associations professionnelles des mines).

17. Communiqué publié par le CDE, « Pour la défense des valeurs républicaines et la consolidation de la démocratie à Madagascar », Antananarivo, 21 janvier 2009. Voir < <http://cde-med-analyses.blogspot.com> >.

18. Dès le 26 janvier 2009, Andry Rajoelina appelle à l'instauration d'un gouvernement de transition. Estimant ne pas avoir été entendu par le régime, il a mis en place ce gouvernement transitionnel début février, lequel a pris le contrôle de quatre ministères le 18 février, avant d'en être délogé par l'armée dans la nuit suivante.

19. Discours de Benja Razafimahaleo, Antananarivo (place du 13 Mai), 14 février 2009. L'ariary est l'unité monétaire en vigueur à Madagascar.



Le réseau tentaculaire du président Ravalomanana s'appuie également sur un certain nombre de grandes familles tananariviennes, dont il a su, pendant un temps au moins, protéger les puissants intérêts économiques. C'est en particulier le cas des familles Andriantsitohaina, Andreas ou Rasamoely, de Romuald Rakotondrazaka (PDG d'Agrico) ou de Ny Rado Rafalimanana (PDG d'Axius). Il a également su s'entourer de grandes familles karana<sup>20</sup>, en particulier de Rajabali (PDG de Cimelta) et de Danil Ismaël (PDG de Socolait). Toutefois, si le Président a su préserver certains de ces appuis, sa gestion patrimoniale du pouvoir a convaincu nombre d'opérateurs économiques lésés de se détourner de lui.

La famille Ramanandraibe, l'une des plus importantes de la capitale, a ainsi vu ses activités économiques considérablement ralenties par la concurrence de Tiko sur certains secteurs comme le riz et la vanille. En 2004, elle avait, avec Rasolondraibe, un autre producteur lésé, exprimé son mécontentement après que Tiko eut été la seule entreprise à être exemptée de droits de douane sur le riz importé de Thaïlande. Il semblerait que le Président ait aujourd'hui perdu le soutien de ces familles, tout comme celui d'autres entrepreneurs influents également issus de grandes familles, qui pour la plupart ont rejoint l'entourage d'Andry Rajoelina. C'est notamment le cas d'Elya Ravelomanantsoa, femme d'affaires respectée à Antananarivo, dont la société Synergie Communication s'est vue flouée par Tiko<sup>21</sup>, ou bien d'Edgar Razafindravahy, victime de pressions fiscales, dont l'entreprise Kobama a vu son contrat non reconduit au profit de la Minoterie de Tiko.

La population pâtit également de cette gestion patrimoniale de l'État malgache, et a exprimé sa rancœur lors des événements du 26 janvier 2009 en pillant les entreprises du président de la République, en l'occurrence Magro, MBS ou encore Blueprint. Elle avait déjà eu recours à ce mode d'action lors des manifestations côtières d'avril 2007, au cours desquelles les entreprises Tiko avaient été visées (sans dommage, puisque l'armée les protégeait). Ce mécontentement est tout à la fois le fruit d'un sentiment d'injustice face à l'enrichissement personnel de celui qui est censé redistribuer les richesses de l'État, et la conséquence directe d'une inflation sur les produits de première nécessité qui, sans être exponentielle, suffit à faire du « PDG de la République » le coupable idéal. La population garde également en mémoire la polémique qui avait suivi les pénuries d'huile de mai 2007, survenues en moins de 24 heures, après que les importations d'huile alimentaire eurent été interrompues pour cause d'impayés de Tiko.

Celui qui faisait la promotion de la bonne gouvernance à la tribune de l'Onu en juillet 2002, en inventant pour l'occasion le concept de « *fahamarinana*<sup>22</sup> », est aujourd'hui accusé de s'enrichir au détriment du pays. Andry « TGV »

s'attache à cultiver sa différence vis-à-vis de ce que représente le Président : « je vous promets qu'Andry Rajoelina ne vendra pas d'huile, de riz et ne pillera pas les fonds publics, car ceux-ci servent à nourrir le peuple malgache » ; « l'égoïsme de Marc Ravalomanana aurait pu servir à nourrir, soigner et améliorer le niveau de vie des Malgaches<sup>23</sup> ». À l'inverse, le maire d'Antananarivo se présente comme l'alternative à l'État-Tiko : « je vais casser les monopoles sur le riz, le lait, la farine et l'huile pour faire baisser les prix<sup>24</sup> ». Il entend incarner cette alternative en tenant un langage de vérité : « je ne vous dirai pas que je vais donner à chacun de vous une villa ou une 4L. Je mentirais si je vous promettais cela. Le serment que je vous fais est qu'Andry Rajoelina ne trahira jamais le peuple malgache<sup>25</sup> ».

« L'affaire Boeing », qui a suscité l'indignation du pays après que les médias eurent révélé l'acquisition par le président Ravalomanana d'un nouveau Boeing 737, « Air Force One II », doit se comprendre dans ce contexte de patrimonialisation de l'État malgache. L'achat d'un premier Boeing 737 en septembre 2002, soit deux mois après son arrivée au pouvoir, n'avait à l'époque guère suscité de polémique en raison de la confiance qui liait le nouvel élu au peuple<sup>26</sup>. En revanche, en décembre 2008, les médias ont tous dénoncé l'achat du nouvel avion pour 60 millions de dollars, avant que le FMI et la Banque mondiale ne demandent également des détails sur son financement. À ce jour, le gouvernement malgache a fourni des réponses qualifiées d'insuffisantes par les deux institutions financières. Alors que Marc Ravalomanana déclarait le 21 janvier sur la chaîne de télévision TVM que Rajoelina « haussait le ton parce qu'il n'avait pas l'habitude de prendre l'avion », celui-ci a rétorqué le lendemain sur la radio Viva qu'il entendait « vendre Air Force One II pour permettre à la population de manger trois fois par jour ». Cette guerre des mots est poursuivie par le maire de la capitale dans la plupart de ses discours. Il a ainsi déclaré le 2 février 2009 sur la place du 13 Mai : « Le peuple ne peut même pas s'acheter un vélo et vous, vous tirez fierté d'un avion en vous moquant du peuple malgache<sup>27</sup>. »

20. Les Karana sont les membres de la diaspora indo-pakistanaise, très influente dans l'économie de Madagascar.

21. « Le groupe Tiko est bien loti », *La Lettre de l'océan Indien*, 18 décembre 2004.

22. Le *fahamarinana* est une traduction malgache de « bonne gouvernance ».

23. Discours d'Andry Rajoelina, Antananarivo (place du 13 Mai), 14 février 2009. Rapporté par un observateur présent sur place ayant requis l'anonymat.

24. Benja Razafimahaleo, discours précité.

25. Andry Rajoelina, discours précité.

26. La valeur de ce Boeing 737-300 était de 11 millions de dollars.

27. Discours d'Andry Rajoelina, Antananarivo (place du 13 Mai), 2 février 2009. Rapporté par un observateur présent sur place ayant requis l'anonymat.



## Daewoo ou l'altération de la figure nationale de Ravalomanana

Le nationalisme de Ravalomanana en 2002 a été déterminant dans une élection où les rapports à l'étranger étaient l'objet de tous les fantasmes<sup>28</sup>. Le candidat réussissait alors la synthèse parfaite entre le chef d'entreprise libéral ouvert sur le monde et l'homme politique dont la volonté était avant tout de « défendre le national », pour reprendre son mot d'ordre de l'époque. Son entreprise le symbolise d'ailleurs jusque dans son slogan : « J'aime Madagascar ».

Cette icône nationale a néanmoins été considérablement écornée par les projets miniers qui ont vu le jour à Madagascar sous l'effet de la libéralisation entamée sous Didier Ratsiraka et poursuivie par Ravalomanana. Les exploitations des compagnies canadiennes QMM (une filiale de Rio Tinto) et Sherritt ont ainsi permis à Madagascar d'entrer dans le cercle des pays exportateurs de minerais, et peut-être même de pétrole avec la récente arrivée de Total sur le marché. Toutefois, les critiques émises contre ces projets ont été d'une véhémence sans pareille depuis le mois de novembre 2008. Jusqu'alors, la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (Fisema) avait été la seule à alerter les médias malgaches sur les menaces potentielles que ces projets faisaient planer sur le pays, notamment dans des déclarations peu remarquées en 2003 dans lesquelles elle réclamait l'établissement de conventions collectives pour les travailleurs de QMM et une attention accrue sur la préservation de l'environnement. Mais le syndicat a ensuite (le 30 août 2005) publié un communiqué qui a fortement mobilisé l'intelligentsia malgache. S'appuyant sur les rapports d'ONG conservationnistes<sup>29</sup>, il déplorait le manque de clarté des contrats liant QMM à l'État, l'absence de formations prévues par QMM pour employer localement et le caractère factice des études d'impact social et environnemental. Depuis lors, la pression s'est considérablement accentuée sur la compagnie minière, et les craintes exprimées par la confédération se sont aussi largement reportées sur le projet minier de Sherritt qui pourrait entrer en phase d'exploitation en 2011, et dont les conséquences écologiques (déforestation à Ambatovy) comme sociales (déplacement de populations) seraient considérables. Enfin, nombre d'opérateurs économiques malgaches craignent que le tissu économique ne soit pas pénétré par ces projets miniers, ne bénéficie pas d'externalités positives (créations d'emploi, contrats de sous-traitance pour les PME), et que le « syndrome hollandais » n'entraîne une appréciation de la monnaie nationale qui pénaliserait les activités exportatrices déjà ternes des entreprises malgaches<sup>30</sup>. Relayant ces inquiétudes, le SIM a tenté d'optimiser les *business opportunities* afin que

les projets miniers génèrent de l'activité pour les entreprises malgaches, mais les opérateurs demeurent circonspects, notamment au regard de la faible création d'activités suscitée par la mise en place d'une zone franche autour du port d'Ehoala, destinée à faire du projet de QMM un catalyseur du développement de la région Anosy<sup>31</sup>.

Fin 2008, l'annonce publique de l'imminence de l'entrée de QMM en phase d'exploitation a soulevé de nouvelles contestations au sein de la société civile. Le 13 novembre 2008, le Sefafi a publié une lettre remettant en cause les contrats miniers, qualifiés de « léonins », et appelant à l'arrêt des projets (notamment celui devant voir le jour prochainement à Soalala) afin que les contrats soient renégociés. Cette lettre a également été signée par le Conecs, le CDE, le Fedmines et le KMF-CNOE. Mais, davantage que les entreprises, c'est la manière dont Marc Ravalomanana a négocié leur implantation qui est ici questionnée. La portée politique de ce communiqué a donc été àprement utilisée jusqu'à aujourd'hui. Il a par exemple suscité une déclaration du parti d'opposition Antokon'ny kongresin'ny fahaleovantenan'i Madagasikara (AKFM)<sup>32</sup>, rallié à Andry « TGV », qui a condamné début novembre 2008 « les grandes entreprises qui amassent la richesse nationale<sup>33</sup> ». Ce désenchantement à l'égard des projets miniers a été repris par Andry « TGV », dont l'orientation libérale ne fait pourtant guère de doute. Dans son discours du 14 février 2009, ce dernier a dénoncé le néocolonialisme des compagnies et leur responsabilité dans la pauvreté que connaît le pays : « Les négociations avec les investisseurs venus ici, comme QMM, Dynatec, Sherritt, n'ont même pas d'impact sur le peuple malgache. Il y en a qui pensent que Madagascar leur appartient, et qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent ici. Les contrats sont faits en secret et n'arrivent pas, hélas, à destination du peuple malgache<sup>34</sup>. » Quand bien même ces déclarations illustrent une certaine forme de populisme, elles n'en ont pas moins inquiété, en coulisse, les compagnies visées.

28. Voir F. V. Rajaonah, « Les imaginaires de l'étranger », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002, p. 152-170.

29. En particulier Friends of the Earth. L'ONG Panos a également condamné les conséquences humaines et environnementales de l'exploitation de QMM.

30. Pour davantage de précisions sur le « syndrome hollandais », voir par exemple la *Lettre des économistes de l'AFD*, n° 8, mars 2005, disponible dans la rubrique « Publications » du site de l'Agence française de développement <www.afd.fr>.

31. La région Anosy, dont la capitale est Taolagnaro (Fort-Dauphin), est la région où opère la compagnie QMM.

32. Il s'agit du Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar. L'AKFM a été fondé par le pasteur Richard Andriamanjato, père de Ny Hasina Andriamanjato, ministre des Affaires étrangères de transition d'Andry « TGV ».

33. « QMM pointé du doigt », *Les Nouvelles* (Antananarivo), 8 novembre 2008.

34. Andry Rajoelina, discours précité. La compagnie minière Dynatec a été rachetée par Sherritt.



Par ailleurs, si le communiqué du Sefafi a suscité tant de réactions au sein du monde politique, c'est sans doute parce que cinq jours après sa publication le *Financial Times* a publié un article évoquant les 1,3 million d'hectares de terres cédées à Daewoo. Dès le lendemain, « l'affaire Daewoo » a fait la « une » des quotidiens malgaches<sup>35</sup>, révélant aux Malgaches qu'une société coréenne était sur le point de mettre à mal le *tanindrazana*, la terre des ancêtres. Un précédent de même nature avait déjà suscité l'indignation de la population, quand la loi 2003.029 votée le 27 août 2003 par le Parlement avait permis en théorie aux étrangers de devenir propriétaires de terrains. Ce texte, au demeurant fort peu utilisé par les investisseurs avertis du *tanindrazana*, avait toutefois été à l'origine d'une vive polémique à l'époque, entraînant la réaction d'intellectuels dans les journaux et les radios du pays. En l'espèce, les surfaces concernées par le projet de Daewoo ne rentrent pas dans le cadre de cette loi, et la société sud-coréenne se voit accorder des baux emphytéotiques pouvant aller jusqu'à 99 ans. En dépit de l'absence de détails précis sur un projet encore en phase de négociation, les craintes ont été amplifiées par le fait que la quasi-totalité de la production de maïs et d'huile de palme était destinée à l'exportation, le projet ne fournissant aux paysans malgaches que de l'emploi (encore que peu de paysans malgaches soient formés à l'utilisation des machines agricoles) et des intrants.

Cette affaire a donné lieu à un nouveau communiqué du Sefafi le 8 décembre 2008, condamnant le manque de respect des modes de vie des paysans malgaches par le régime et la dérive de celui-ci vers l'agrobusiness, orientation qui avait été annoncée publiquement par le président Ravalomanana lors de ses vœux à la nation en janvier 2008. Surtout, cette affaire a contribué à la naissance du Collectif de défense des terres malgaches, créé à l'initiative de la diaspora malgache et qui bénéficie d'un large écho dans le pays. Cette association a mobilisé l'opposition politique, notamment la plateforme Solidarité des partis et associations politiques (Spap) de l'opposition, qui a annoncé le 29 décembre 2009 porter plainte contre l'État malgache pour que soit reconnue l'illégalité de la cession des terres.

La dénonciation de cet accord est devenue le fer de lance de la campagne de résistance d'Andry Rajoelina. Lors de son discours du 26 janvier 2009, il a qualifié l'affaire Daewoo « de trahison à la patrie », avant de comparer cet événement à l'instauration en 1855 de la charte Lambert qui autorisait les étrangers à bénéficier de l'accès aux terres. Pour avoir fait cette concession, Radama II avait été exécuté en 1863 par des roturiers, sur ordre de la noblesse andriana d'Antananarivo. Le parallèle n'est pas innocent, tant ce message est un appel voilé à la haute société tananarivienne pour qu'elle le rejoigne dans sa démarche, et il permet de présenter cette « trahison » comme un point de non-retour pour le régime de Ravalomanana.

### Une crise déclenchée par un conflit d'entrepreneurs : Viva « versus » Tiko

La montée en puissance de l'État-Tiko, ainsi que les affaires Boeing et Daewoo, ont contribué à la mobilisation du « clan TGV » pour dénoncer la dérive du régime Ravalomanana. Toutefois, la crise que Madagascar connaît aujourd'hui reste la conséquence directe des fermetures de la télévision et de la radio Viva les 17 décembre 2008 et 26 janvier 2009<sup>36</sup>, décisions paradoxalement bien moins lourdes de conséquences pour le pays et la population que celles évoquées jusqu'alors. La fermeture de Viva TV a pourtant été un tournant décisif qui a incité l'édile de la capitale malgache à mener la fronde contre le régime Ravalomanana, car elle illustre selon lui sa dérive autoritaire. Jusqu'à la réouverture de sa radio et de sa télévision fin janvier 2009, Andry « TGV » n'a eu de cesse de présenter la fermeture de Viva comme une entrave à la liberté du peuple<sup>37</sup>, et comme la manifestation des privilèges dont bénéficie Ravalomanana. En effet, partant de la fermeture de Viva TV, le maire avait lancé un ultimatum au Président au terme duquel il affirmait qu'il irait déloger MBS, le groupe de média appartenant à Tiko, avec l'aide de la population. Le 22 janvier, il déclarait ainsi à la radio Viva : « Je dis au peuple malgache, qui vit à Antananarivo et qui est également propriétaire des terres d'Anosipatrana, que le groupe MBS n'a pas payé son loyer depuis huit ans. »

La fermeture de Viva TV le soir du 13 décembre 2008 avait été justifiée par le fait que la diffusion quelques heures plus tôt de l'intervention de Didier Ratsiraka sur la situation politico-économique du pays représentait une atteinte à la sûreté de l'État. Quelques jours après la fermeture de sa chaîne, Rajoelina réunit à l'hôtel La Rotonde la quasi-totalité des membres de l'opposition malgache, dont trente-huit signèrent une lettre « condamnant fermement la dictature perpétrée actuellement dans le pays<sup>38</sup> ». Cette lettre fut lue par une éminente *raiamandreny* de la société civile malgache<sup>39</sup>, Madeleine

35. Certains quotidiens avaient déjà évoqué la négociation de l'accord depuis quelques mois, mais sans qu'aucune polémique ne se fasse jour. Voir par exemple L. Razafindramiada, « La Corée mise sur le palamier », *L'Express de Madagascar*, 17 juillet 2008.

36. Le soulèvement du 26 janvier a été la conséquence directe de la fermeture de Viva Radio, dont il convient de rappeler la très grande popularité à Madagascar.

37. La liberté et l'amour sont les deux thèmes les plus mobilisés dans les discours du maire d'Antananarivo.

38. « Andry Rajoelina and Co contre le régime Ravalomanana – Inflexibles exigences », *La Vérité*, 17 décembre 2008.

39. Un *raiamandreny* est une autorité morale disposant de la sagesse.



Ramaholimihaso<sup>40</sup>, qui dénonça « la démocratie foulée aux pieds ». Dans le même temps, Andry « TGV » put compter sur le soutien d'Alain Ramaroson, qui lançait la Force de changement pour la démocratie (FCD), et sur celui d'une partie de l'Église catholique, même si la ligne officielle de celle-ci reste l'impartialité politique.

Si cette mobilisation massive et soudaine a sans doute convaincu le maire d'Antananarivo de se lancer dans une démarche jusqu'aboutiste, puisqu'il a surenchéri dans ses prises de position jusqu'au 26 janvier 2009, la fermeture de Viva n'a été décisive qu'au regard du contexte dans lequel elle est survenue, quelques semaines seulement après les affaires Boeing et Daewoo, et parce qu'elle a touché celui qui personnifiait la contestation au chef de l'État depuis son élection à la mairie d'Antananarivo. Pourtant, si les conflits incessants entre la Communauté urbaine d'Antananarivo (CUA) et l'État qui ont émaillé l'année 2008 sont bel et bien politiques, ils résultent d'un différend économique d'ordre plus privé entre Rajoelina et Ravalomanana dont les origines remontent à 2003, quand le maire de l'époque Patrick Ramiaramanana avait décidé d'interdire à Injet l'installation de panneaux publicitaires dans la capitale. Parvenu à la tête du gouvernement de la ville, Rajoelina avait levé cette interdiction pour installer ses propres panneaux Injet. Aux dires de certains proches du maire, ce marché très important fut l'une des raisons qui le poussa à se présenter au scrutin de décembre 2007.

Cela n'est pas sans rappeler la trajectoire de Marc Ravalomanana, dont la candidature à la présidence de la République en décembre 2001 n'avait pas été sans rapport avec l'interdiction prononcée contre l'entreprise Tiko par Didier Ratsiraka en juin 2001 à la suite d'un redressement fiscal<sup>41</sup>. Dès le mois d'octobre 2002, Ravalomanana avait fait lever cette interdiction, mais de nombreux témoignages confirment que Tiko était alors au bord de la faillite. Or, Injet et Viva représentant l'essentiel des revenus du maire, celui-ci risquait probablement d'être asphyxié économiquement si ses entreprises perdaient leurs activités. Cela explique sans doute la radicalité de la réaction de « TGV » à la suite de la fermeture de sa télévision.

**L**a fermeture de Viva a donc été le moment symbolique au cours duquel se sont retrouvés associations, syndicats, opérateurs économiques et opposants de toutes tendances, pour lesquels la fidélité au maire d'Antananarivo n'est peut-être pas acquise mais dont l'opposition au président Ravalomanana ne fait guère de doute. Ceux-ci ont vu dans la popularité d'Andry Rajoelina un levier pour défendre leurs intérêts, agissant comme ils l'avaient fait en 2002 en soutenant ouvertement Ravalomanana<sup>42</sup>. Cette coalition de circonstance et le manque d'adhésion de l'époque expliquent sans doute la désillusion que

connaît la majorité de la population aujourd'hui. La reproduction de ce schéma autour d'Andry Rajoelina risque peut-être d'annoncer les déceptions de demain. En se structurant autour d'un homme providentiel plutôt qu'un projet de société, la Grande Île se trouve confrontée à des crises chroniques depuis son indépendance.

L'incertitude plane autour d'Andry « TGV » que peu d'individus peuvent prétendre connaître. Bien qu'apparaissant comme l'opposant naturel au régime au terme d'une année 2008 marquée par d'incessants conflits entre la CUA et l'État, Andry Rajoelina se trouve dans une situation inconfortable, puisque la contestation de la gestion patrimoniale du Président se fait au nom d'une mobilisation entrepreneuriale visant à préserver ses propres intérêts, et que la dénonciation des transgressions légales du régime se heurte au fait que la Constitution impose d'avoir 40 ans pour prétendre à la présidence. En reconnaissant publiquement qu'il est trop jeune pour se présenter à la magistrature suprême, et en appelant à des élections anticipées auxquelles il ne pourrait participer, Andry Rajoelina tente de réconcilier ces contradictions. Tiendra-t-il dans cette position d'attente ou sera-t-il tenté d'accélérer son destin par un nouveau coup de force ? ■

Mathieu Pellerin

Journaliste et chroniqueur pour le mensuel *Madaplus*

---

40. Madeleine Ramaholimihaso est coordinatrice du Sefafi, membre fondateur du CNOE. Catholique bien vue à Rome, elle fait partie de l'influente famille Ramanandraibe.

41. Les motifs avancés par Didier Ratsiraka étaient que Tiko ne contribuait pas à l'emploi local et pratiquait des prix trop élevés. Le redressement fiscal engagé à partir de septembre 2000 était de 30 à 60 millions d'euros selon les estimations et menaçait la survie du groupe. J.-L. Vivier, *Madagascar...*, *op. cit.*, p. 27.

42. Parmi ceux qui accompagnent la mobilisation actuelle de Rajoelina et qui avaient soutenu auparavant Ravalomanana, on retrouve Évariste Marson, Jean Lahiniriko, Jean-Eugène Vohinahitsy, Alain Ramaroson, Ny Hasina Andriamanjato, Manandafy Rakotonirina.